

V U E S
D'UN CITOYEN
SUR
LA COMPOSITION
DES
ÉTATS GÉNÉRAUX:

PAR M. MOURGUE DE MONT-REDON;
*Membre & ancien Directeur de la
Société Royale des Sciences de Mont-
pellier, &c. &c. &c.*



1788.

h

V U E S
D'UN CITOYEN

2 U R

LA COMPOSITION

2 U R

ÉTATS GÉNÉRAUX.

Par M. MARGUET DE MONT-RENOU,
Membre & ancien Directeur de la
Société Royale des Sciences de Mont-
pellier, Sec. Sec. Sec.





V U E S

D'UN CITOYEN,

Sur la composition des Etats généraux.

ADMIRANT les vues respectables qui ont fait desirer le concours des lumieres pour une composition d'Etats généraux, qui réponde aux vœux de la Nation; j'ai cru que tout bon citoyen devoit le tribut de ses idées, lorsqu'elles étoient fondées sur l'amour du bien public, & lorsqu'elles pouvoient servir à simplifier des opérations que l'on croit plus compliquées & plus difficiles qu'elles ne le sont réellement.

Enhardi par une invitation qui annonce la sollicitude d'un pere pour ramener

A

l'ordre dans sa famille , j'ose me présenter dans une lice dans laquelle vont paroître tant de bons Ecrivains , tant de Savans consommés dans notre Droit public : mais leur laissant le champ vaste & peut-être trop illimité des exemples pris des premiers temps de la Monarchie , des loix qui ne sont que très-peu relatives aux temps présens , des usages qui avoient lieu lorsque les circonstances étoient bien différentes , je considérerai la composition des Etats généraux en citoyen livré depuis long-temps aux recherches économiques , en observateur accoutumé à s'enquérir de la cause des événemens qui le frappent & à en rapprocher les effets.

Sans entrer dans des discussions d'érudition & de Droit , l'étude de notre histoire m'autorise à penser qu'il n'y a eu non-seulement aucune jurisprudence , mais même aucun usage qui fixe , qui ait jamais fixé la composition des Etats généraux. Je vois que non-seulement l'Assemblée des Etats généraux , mais même

que toutes les autres Assemblées de la Nation, de quelques corps de la Nation, ont été décidées par des circonstances qui en ont varié les formes. Je vois que, dès les premiers temps de la Monarchie, les Représentans de la Nation s'assembloient sans la convocation du Souverain; que depuis les Rois de la troisieme race, le Souverain a toujours convoqué les Etats généraux; que la maniere de les composer a toujours varié. D'après ces faits de toute évidence, je crois être fondé à penser que le Roi peut convoquer les Etats généraux, & les composer de la maniere que les besoins de la Nation & les circonstances pourront l'exiger, & sur-tout lorsque cette composition aura été éclairée par les avis qu'on a eu la sagesse de demander, & sanctionnée par le Conseil renforcé des Notables que Sa Majesté veut bien consulter.

J'ai toujours observé qu'on donnoit trop de poids aux exemples pris des usages des anciens temps, sans considérer

assez si les circonstances étoient les mêmes, & si celles dans lesquelles on se trouve, ne rendroient pas vicieuses des opérations qui auroient pu jadis être sages & bien combinées. Nos aïeux ont sans doute fait pour le mieux, vu leur position & leurs lumières : soyons aussi sages qu'eux ; considérons notre position, nos lumières & faisons pour le mieux.

Des circonstances puissantes, sans doute, portèrent, en 1614, à faire quelques changemens à la composition des Etats généraux, tels qu'ils avoient été en 1588. Si un intervalle de vingt-six années présenta la nécessité de pareils changemens ; si la composition de 1588 ne convenoit déjà plus à la position de l'Etat en 1614, peut-on croire que cette composition de 1614 puisse seule convenir après un intervalle de 179 années ? Peut-on croire que la Nation soit, en 1789, ce qu'elle étoit en 1614, relativement à la politique, à sa population, à ses richesses, à son commerce, à la

composition de ses armées, de sa marine, &c. ? Les mêmes raisons, la même puissance, qui décidèrent à faire des changemens en 1614, n'existeroient - elles donc pas aujourd'hui ? Nous ne saurions trop le répéter, faisons pour le mieux, relativement à nos positions & aux circonstances. Jamais la Nation n'y a été autant autorisée, autant invitée par un Souverain qui veut le bien, & qui se prête à tous les sacrifices pour y parvenir; par un Ministre qui fait luire sur l'Etat un rayon d'espoir de prospérité qui concilie tous les vœux.

D'après le principe que Sa Majesté peut & doit convoquer les Etats généraux de la maniere qui pourra le plus contribuer à une représentation exacte de la part des Provinces, il est deux choses à considérer : 1°. l'état, l'ordre des citoyens représentés; 2°. la quantité de Représentans, relativement à l'étendue & aux productions de la nature & de l'art du terrain qu'ils occupent. Des

notions claires, des données certaines sur ces deux objets, feront sortir la solution du problème avec une simplicité qui étonnera.

La constitution politique, intérieure de la France, a toujours admis trois Ordres, comme parties intégrantes de l'Etat; le Clergé, la Noblesse & le Tiers - Etat. L'influence de chacun de ces Ordres a plus ou moins varié, suivant les circonstances politiques & même morales. Dès les premiers temps de la Monarchie, les Nobles & les guerriers avoient la plus grande influence; le Clergé l'emporta à son tour, lorsque, plus fin & plus instruit, il parvint à compliquer, par des idées morales, ce que nos anciens Chevaliers avoient trouvé si simple. Le Tiers-Etat n'a jamais eu qu'une influence passive. Mais nous devons moins nous occuper à considérer la cause ou les effets de cette influence dans les temps reculés, qu'à nous attacher à examiner les positions, les cir-

constances dans lesquelles la Nation se se trouve dans ce moment.

La Nation françoise est essentiellement agricole & industrieuse : toutes ses autres combinaisons, civiles & politiques, sont des conséquences, des produits de ces deux qualités premières. Or, on ne peut considérer comme parties intégrantes d'un Etat agricole, que les propriétaires fonciers ; d'un Etat industriel, que ceux qui s'adonnent à cette industrie, devenue un des deux piliers sur lesquels portent la gloire & la prospérité de la Nation. Il résulte de cette considération, que les Représentans de la Nation assemblée en Etats généraux, ne doivent être composés que des Membres de ces deux parties intégrantes, de propriétaires fonciers, & de personnes choisies parmi la classe industrieuse.

Cette division simple nous indique que le Clergé & la Noblesse doivent être admis aux Etats généraux comme propriétaires fonciers, & le Tiers - Etat,

sous le double aspect de propriétaire foncier & d'agent de l'industrie.

Comme propriétaires fonciers , le Clergé & la Noblesse ont acquis , par laps de temps , par leurs services , quelquefois même par abus ou par erreur , des privilèges qui pouvoient tenir d'abord aux circonstances , mais qui certainement n'auroient jamais été admis , si les circonstances avoient toujours été comme on les voit depuis environ deux siècles , & sur-tout depuis l'augmentation du numéraire qui a rendu l'argent la compensation relative de toute prestation de service.

Le Clergé & sur-tout la Noblesse doivent être distingués , dans un Etat monarchique , par les honneurs , par les emplois , par les prérogatives honorables des places ; mais ils ne doivent jouir d'aucun privilège qui les dispense de fournir aux besoins de l'Etat en leur qualité de propriétaires fonciers. Il est évident que la propriété foncière d'un

Gentilhomme, d'un Ecclésiastique, ayant les mêmes besoins, exigeant la même sûreté, la même facilité que celle d'un Membre du Tiers-Etat, elle doit supporter les mêmes charges. Comme Gentilhomme, un Membre de la Noblesse jouira des honneurs accordés à cet Ordre respectable : comme propriétaire foncier, il fournira sa quotité relative aux charges que les propriétés foncières devront supporter.

Mais comme la raison ne se fait pas toujours entendre lorsque les préjugés sont anciens; comme l'esprit & l'expérience doivent avoir une marche progressive, nous continuerons à considérer la Nation assemblée en Etats généraux, sous deux divisions générales, les propriétaires fonciers privilégiés, les propriétaires fonciers & les agens de l'industrie non privilégiés, & sous cet aspect, on doit les admettre dans la composition des Etats généraux en nombre respectivement égal.

D'après ces principes , nous allons présenter quelques observations sur le Clergé , sur la Noblesse , sur le Tiers-Etat , relativement à l'admission des individus de ces Ordres dans la composition des Etats généraux.

L E C L E R G É.

EN considérant le Clergé en sa qualité de propriétaire foncier , la Nation pourroit être fondée à n'y voir que des usufruitiers occupés des jouissances du moment , & peu soucieux de l'avenir (1); & sous cet aspect , elle pourroit croire n'être pas suffisamment représentée par les Membres du Clergé , dans un moment où les intérêts les plus imminens de la France se portent sur l'avenir autant que

(1) C'est d'après ce point de vue que les Etats particuliers du Vivarais n'ont jamais voulu admettre les Membres du Clergé parmi leurs Représentans.

sur le présent : mais elle est rassurée par les vertus , par l'esprit & par les lumieres des Membres de cet Ordre respectable ; par le sang auquel tiennent ceux qui y occupent les places les plus éminentes , & par l'éducation , la morale , l'exactitude à remplir ses devoirs , qui distinguent le Clergé séculier.

On pense donc que le Clergé doit être admis , parmi les Représentans de la Nation , en nombre proportionnel à sa qualité de propriétaire foncier. Mais , pour fixer ce nombre proportionnel , il est essentiel de faire une observation que nous n'avons vue nulle part ; c'est sur la nature des richesses du Clergé , comme partie intégrante de la Nation.

Les richesses du Clergé sont considérables sans doute ; mais ses richesses en propriété fonciere le sont moins qu'on ne pense. C'est ce que nous allons tâcher de démontrer.

Les biens du Clergé séculier & régulier doivent être considérés de deux

natures , 1°. en propriétés foncières , qui sont les terres , les seigneuries , les bois , les domaines , les droits seigneuriaux : 2°. en droits de dîme sur les propriétés foncières des autres citoyens , quelle que soit la quote , & la manière de percevoir ces dîmes.

Il n'est pas facile à un particulier de déterminer la proportion qu'il peut y avoir entre ces deux sortes de richesses du Clergé : mais à en juger par les connoissances que nous avons dans une Province (1) où le Clergé n'est pas mal partagé , même en propriétés foncières , nous sommes autorisés à croire que les revenus du Clergé , en dîmes , sont beaucoup plus considérables que les revenus en toute propriété foncière : nous pensons même que nous serons au-dessous de la vérité , en estimant à trois fois plus forts les revenus en dîme , que les revenus en propriétés foncières. Si nous

(1) En Languedoc.

sommes dans l'erreur , c'est avec bonne foi , & nous sommes prêts à nous retracter sur la premiere preuve.

Or , les revenus du Clergé qui consistent en dîmes , proviennent d'une propriété fonciere , déjà représentée aux Etats généraux par les Membres de la Noblesse & du Tiers-Etat , vrais propriétaires des fonds sur lesquels la dîme se perçoit : donc ce seroit une double représentation , au moins inutile , que de faire entrer cette nature de biens du Clergé dans le calcul proportionel des députés qu'il doit avoir aux Etats généraux , en qualité de propriétaire foncier.

Cette qualité de propriétaire foncier , doit donc être réduite à ce qu'elle est réellement : c'est-à-dire , à la propriété des terres , des seigneuries , bois , domaines , &c. En considérant le Clergé sous ce point de vue , qui nous paroît de toute justesse ; en considérant le nombre respectif des terres & seigneuries

qui appartiennent au Clergé, & celui des terres & seigneuries qui appartiennent à la Noblesse, nous sommes encore autorisés à penser que les biens du Clergé, de cette nature, ne forment pas la dixième partie des biens qui appartiennent à la Noblesse du Royaume. D'où nous serions fondés, toujours dans nos principes, qu'il n'y a que les propriétaires du sol qui puissent être regardés comme parties intégrantes d'une Nation agricole, à admettre qu'il ne devroit y avoir aux Etats généraux, qu'un Député du Clergé sur neuf Députés de la Noblesse, pour former la classe des privilégiés.

Le nombre des individus à représenter doit être d'une grande considération, lorsqu'il s'agit d'une représentation proportionnelle dans une Assemblée Nationale : or, sous cet aspect, nous trouverons encore la même proportion entre le nombre des Gentilhommes, & celui des Membres du Clergé, propriétaires fonciers les uns & les autres.

Mais , quelque'exactes que ces proportions puissent être , nous sentons qu'elles exciteroient de grandes réclamations ; qu'il y auroit quelque inconvénient à les établir d'emblée dans un moment où l'intérêt principal est de réunir tous les vœux au bien commun ; qu'une pareille proportion de représentation ne pourra être déterminée que par l'Assemblée même des Etats généraux ; ainsi nous prendrons pour modele ce qui a été statué dans la composition des Etats du Dauphiné , & nous admettrons le Clergé à députer aux Etats généraux , la moitié du nombre des Députés que la Noblesse y enverra , & de maniere que le nombre total de ces deux ordres réunis soit égal au nombre des Députés du Tiers-Etat.

Il paroîtroit à propos de prescrire qu'il ne pourroit y avoir que la moitié des Membres du Clergé , pris parmi les Archevêques & les Evêques : un quart parmi les Réguliers , les Dignitaires &

les Bénéficiers simples , & un quart parmi les Curés ou les Bénéficiers , à charge d'ame , résidans sur leurs bénéfices.

Comme l'Assemblée des Etats généraux est purement nationale , il ne conviendrait pas d'y admettre des distinctions résultantes de dignités ou de titres qui ne seroient pas nationaux. Ainsi , nul Cardinal ne pourroit être admis Député aux Etats généraux , à moins qu'il ne fût statué , que renonçant à toute prétention distinctive comme Cardinal , il jouirait de toutes les prérogatives attachées à son siège d'Archevêque ou d'Evêque , suivant les usages établis en France.

Les Archevêques & les Evêques étant ordinairement distingués par leur éducation , par l'expérience qu'ils ont acquis , on ne sera astreint à aucune exception dans le choix qu'on en fera. Ils seront tous éligibles.

Nul Régulier , nul Dignitaire , nul Bénéficiaire simple , ne devrait être admis comme Représentant aux Etats généraux ,

raux , s'il ne possédoit un bénéfice de trois mille livres de revenu au moins , & s'il ne le possédoit depuis plus de six années révolues : afin qu'il put avoir acquis les connoissances économiques , nécessaires pour opiner dans une Assemblée aussi imposante.

Nul Curé bénéficiaire ne devrait être admis qu'autant que son bénéfice seroit de douze cent livres de revenu , au moins , & qu'il le posséderoit depuis six années révolues.

Comme il est des Provinces où les Curés sont à portion congrue , & comme il ne faut pas se mettre dans le cas de rejeter des hommes respectables , parce qu'on ne peut les considérer comme propriétaires fonciers , ils seront éligibles , & on en recommandera même le choix parmi ceux qui se seront faits distinguer ; à condition qu'ils auront possédé une Cure au moins pendant six années révolues.

LA NOBLESSE.

Pour être admis comme Représentant aux Etats généraux , dans l'ordre de la Noblesse , il faudroit qu'un Gentilhomme possédât un bien en fonds de terre, de six mille livres de revenu au moins , & qu'il le possédât depuis plus de six années révolues.

Il est fâcheux sans doute de s'imposer la loi de ne pouvoir admettre les talents sans fortune , dans une Assemblée dans laquelle les talens seront aussi nécessaires. Mais qu'on ne perde pas de vue l'état de la question. C'est une Assemblée Nationale qui doit disposer d'une partie considérable des propriétés : c'est le sol qui , en dernier analyse , est la vraie propriété d'une Nation : c'est le sol qui supportera les plus grands sacrifices , donc c'est aux propriétaires du sol à discuter sur l'étendue de ces sacrifices ; à statuer ce que le concours des

lumieres fera voir être le plus convenable aux circonstances. Il est évident qu'un propriétaire connoîtra mieux ce que la Nation pourra sacrifier , qu'un homme qui n'a point de propriété , quel talent , qu'elle expérience qu'il ait. D'ailleurs , ne négligeons pas d'observer que quelles que soient les décisions des Etats généraux , il faut qu'elles soient accompagnées de la confiance des contribuables , il faut que tous ceux qui seront liés par ces décisions , puissent leur donner leur assentiment sans regret , sans les mettre dans le cas de pouvoir dire que des personnes sans propriété , ont disposé de la propriété des autres.

Si on considere d'ailleurs la modicité du revenu foncier que l'on demande dans un ordre de citoyens qui ne possède que des propriétés foncieres : si on considere le nombre de Gentilshommes qui seront appelés aux Etats généraux pour l'ordre de la Noblesse , on sera convaincu qu'il s'en trouvera une quantité infiniment

considérable , qui réunira les talens avec une fortune supérieure à ce qui est prescrit , & qui ne laissera aucun regret de ne pouvoir faire élection , que parmi les personnes qui possèdent au moins six mille livres de revenu en fonds de terre.

Nul autre revenu , soit par charges , soit par pension , soit même par propriété d'argent , qu'on nomme vulgairement *en porte-feuille* , ne pourra être considéré comme faisant tout ou partie des six mille livres de revenu en fonds de terre. C'est la Nation en corps qui s'assemble par ses Représentans , & la Nation ne peut être représentée que par les propriétaires du sol , parmi un ordre de citoyens , auquel des usages anciens prohibent tout moyen d'acquérir de la fortune par l'industrie.

On ne s'occupera pas ici des formes & de l'ordre de l'élection parmi la Noblesse , ni des degrés de noblesse exigés ; cet Ordre respectable se conduira suivant les usages des Provinces ; mais il paroît

à propos de faire observer qu'il est essentiel qu'il choisisse pour Représentans , autant qu'il sera possible , & toutes choses d'ailleurs égales , des Gentilshommes de vieille race , grands propriétaires , & qui , par leur rang , leurs services , leur caractère moral , puissent obtenir un facile accès à la Cour & auprès des Ministres. L'expérience a trop appris que , sans cet appareil imposant , la modeste vérité perce avec peine auprès de personnes que trop d'occupation , sans doute , rend d'un abord difficile.

Les Electeurs ne pourront être que des Gentilshommes propriétaires fonciers. Il sera exigé qu'ils possèdent un fief ou un fonds de terre quelconque , de six cens livres de revenu au moins , & qu'ils le possèdent depuis six années révolues.

LE TIERS - E T A T.

L'ORDRE du Clergé & l'Ordre de la Noblesse ne peuvent avoir qu'une qualité

pour être représentés aux Etats généraux , celle de propriétaires fonciers : mais le Tiers - Etat doit y être admis sous deux qualités , & comme propriétaire foncier , & comme agent de l'industrie & du commerce , qui donnent de la vie aux propriétés foncières.

Nous avons déjà observé qu'indépendamment de cette division générale en trois Ordres , il en existoit une autre qui , quoique sous-entendue , n'en étoit pas moins formelle ; celle de privilégiés , & celle de non privilégiés. Or , le nombre de privilégiés étant formé par les deux premiers Ordres réunis , il est juste que le troisieme , infiniment plus nombreux , infiniment plus riche collectivement , présente à lui seul un nombre de Représentans au moins égal au nombre réuni des deux premiers Ordres.

Il est essentiel de faire , dans le Tiers-Etat , une distinction qu'il paroît qu'on n'a jamais imaginé dans les Assemblées d'Etats généraux , tenues depuis l'origine

de la Monarchie. Cette distinction est pourtant aussi simple , aussi naturelle , que les individus qui en forment le sujet , sont séparés d'intérêt. C'est celle qu'il faut porter entre le propriétaire foncier-cultivateur , habitant les campagnes , & l'industriel habitant des villes. Dans le premier , résident presque toutes les richesses foncières ; dans le second , presque toutes les richesses d'industrie & de commerce. Sans le cultivateur , l'homme d'industrie , l'homme du commerce , n'existeroient pas : sans celui ci , le cultivateur ne feroit que languir. Ils sont tellement essentiels l'un pour l'autre , que pouvant ne pas s'appercevoir eux-mêmes , il est de la sagesse du Gouvernement de veiller à la réciprocité de secours qu'ils se prêtent , de les écouter , de distinguer même leurs intérêts , pour les combiner avec l'intérêt de l'ensemble de la Nation.

Si on ne considéroit que l'importance des sujets de cette division dans le Tiers-

Etat , on feroit tenté d'en former un quatrième Ordre national, comme en Suede: mais , fans avoir recours à une innovation que les esprits ne sont pas préparés à admettre , on peut tout concilier dans la composition des Membres du Tiers-Etat. Il faut qu'ils soient pris , moitié parmi les habitans des campagnes , moitié parmi les habitans des villes. De là , représentation pour propriété fonciere , & représentation pour propriété mobiliare & d'industrie.

L'habitant de la campagne ne pourra être admis à élire un Représentant , ou à être élu lui-même , qu'en raison de sa propriété en fonds de terre. L'habitant de la ville pourra être élu , par cela seulement qu'il réunira les suffrages , de quelle nature que soit son bien , lors même qu'on ne lui en connoîtroit point : il devroit l'honneur de son élection à sa capacité , à son caractère moral.

Chaque district , chaque partie de Province , dont l'arrondissement déterminé

devra députer aux États généraux , formera sa députation , pour le Tiers-Etat , d'un Membre nécessairement pris parmi les habitans de la campagne , & d'un Membre parmi les habitans des villes.

Pour être électeur , il faudra que l'habitant de la campagne possède un bien en fonds de terre , de cent livres de revenu ; que l'habitant des villes soit domicilié depuis six années révolues , & qu'il tienne à quelque propriété , quelque corporation , suivant les usages des lieux ; qu'il soit chef de maison , & âgé au moins de 25 ans révolus.

Pour être admis comme Représentant aux États généraux , il faudra que tout Membre du Tiers - État , élu pour la campagne , ait une propriété de trois mille livres de revenu en fonds de terre , au moins , & qu'il la possède depuis plus de six années révolues.

Nulle Municipalité ne pourra envoyer aux États généraux un Député simplement municipal. Il sera prescrit , de

rigueur , que tout Député de ville devra être nommé par élection , & que la qualité de Membre quelconque d'une Municipalité ne pourroit être un titre. Il n'est pas juste que cette qualité soit un motif d'exclusion : ainsi tout Officier Municipal qui réunira les suffrages à l'élection , pourra être élu Député aux Etats généraux.

Les Députés de la campagne seront choisis, autant qu'il sera possible , parmi les propriétaires fonciers qui n'appartiendront à aucune Municipalité de ville.

Il sera prescrit , de rigueur , que nul Député du Tiers-Etat ne sera pris parmi l'Ordre de la Noblesse , & moins encore du Clergé. Les lumieres sont tellement répandues dans la Nation , l'éducation de la bonne bourgeoisie est tellement soignée , qu'on ne doit pas douter qu'il s'en trouvera plus qu'il ne faudra en état de connoître les besoins de la Nation , & de saisir les remedes qui leur conviendront.

La Nation devant être représentée par des personnes de tout état, & surtout par des personnes qui aient très-particulièrement la confiance de leurs commettans, nulle vacation ne pourra faire exclure un Député, connu par ses mœurs & par sa probité, qui aura réuni les suffrages, & qui possédera les qualités prescrites ci-dessus. La connoissance du monde indique assez que les suffrages ne se réuniront jamais sur quelqu'un de déplacé dans une Assemblée aussi solennelle.

Tout homme qui aura manqué à ses engagements, tout fils même d'une personne qui auroit manqué à ses engagements, & qui n'auroit pas acquitté les dettes de son pere, ne pourroit être Electeur ni Eligible pour Représentant aux Etats généraux, lors même qu'il auroit réuni les suffrages, & qu'il posséderoit d'ailleurs les qualités requises.

Fideles au principe que nous avons établi, que la Nation ne pouvoit être

représentée que par ses parties intégrantes, qui sont les propriétaires fonciers & les propriétaires de l'industrie & du commerce, nous ne nous sommes occupés jusqu'ici que des qualités qui peuvent rendre propres à être élus Représentans parmi les trois Ordres de l'Etat admis jusqu'à nos jours.

Mais, indépendamment des titres de représentation que nous venons de déterminer, il est des villes qui ont un intérêt particulier à être spécialement représentées, & qui en doivent avoir le droit par leur importance sur la prospérité de l'Etat. Il est un Corps de commerce que l'on doit écouter, pour éviter les erreurs dans lesquelles nous voyons qu'on est tombé, pour n'avoir pas entendu ses avis. Il est évident que, vu le rang que la Nation tient parmi les Puissances commerçantes, il faut considérer le Corps du commerce en France, comme partie intégrante de l'Etat, &

comme tel , admettre ses Députés au nombre des Représentans de la Nation.

Les Députés de ces villes , de ce Corps de commerce , doivent être séparés & totalement distincts de ceux qui seront envoyés par les villes même , par les provinces d'où on aura député , & à raison de propriété fonciere pour les habitans de la campagne , & à raison de propriété d'industrie pour les habitans des villes. C'est d'autant plus à propos que ces villes , que nous estimons devoir représenter pour elles-mêmes , pourroient bien n'avoir aucun de leurs citoyens députés , lorsqu'on en fera élection pour les habitans des villes.

Ces villes sont ,

Paris , par son importance , par sa population , par la réunion & la nature des richesses qui y sont concentrées , par son produit pour les revenus publics : on pense , d'après ces considérations , que

Paris devoit avoir quatre Députés , indépendamment de ceux qu'elle pourroit avoir , comme Capitale de la Province de l'Isle-de-France. Ces quatre Députés particuliers seroient nommés par élection , & pris parmi toutes les classes de citoyens , n'ayant d'autre titre que celui de la confiance publique , qui leur procureroit l'honneur de l'élection.

Lyon , par la branche précieuse de son industrie , qui la met dans une position particuliere & presque unique , devoit avoir deux Députés particuliers , nommés toujours par élection , & pris parmi les personnes de tout état , qui connoissent le mieux la fabrique , la branche d'industrie qui distingue cette ville.

Rouen , par les mêmes considérations , auroit deux Députés particuliers , élus & choisis de la même maniere qu'à Lyon.

Marseille , dont la position & le commerce sont d'une aussi grande importance dans l'Etat , auroit aussi deux

Représentans , pris parmi les Négocians les plus instruits sur l'influence de leur place dans la balance du commerce.

Bordeaux enfin , auroit deux Représentans particuliers , pris de même , & par les mêmes motifs.

Le Corps du Commerce , que les circonstances politiques & économiques rendent essentiel dans une Assemblée de la Nation , seroit représenté par un Député de chacune des Chambres de Commerce : ce Député seroit nommé par élection , par les Membres mêmes de chaque Chambre de Commerce.

Mais pour ne pas multiplier le nombre de Représentans , déjà nécessairement assez considérables , les Députés particuliers de Paris, de Lyon, de Rouen, de Marseille , de Bordeaux , seroient censés Députés de la Chambre du Commerce de chacune de ces villes : elles se régleroient sur ce point de vue , dans le choix qu'elles feroient.

*Qualités communes aux Députés des trois
Ordres.*

Les Etats généraux qui vont s'assembler , sont appelés dans la circonstance la plus critique , la plus intéressante que la Nation ait jamais éprouvé. Nul exemple du passé ne pourra presque servir de leçon pour l'avenir , parce que les circonstances relatives à la dette & au crédit public ; à l'abondance & à la circulation du numéraire ; au niveau que le Commerce entretient parmi les Nations , à la balance à tenir entre le propriétaire foncier , l'agent de l'industrie , & le propriétaire que nous nommerons *pécuniaire* , n'ont jamais existé telles que nous les voyons.

Les délibérations qui se prendront dans les Etats généraux prochains , devant être le fruit de la sagesse , de la raison éclairée , de l'expérience , on ne devrait y admettre que des personnes d'un âge
mûr.

mûr. On n'a que trop souvent observé dans les corps , dans les Assemblées nombreuses , l'esprit , la vivacité des jeunes gens , séduire & l'emporter sur la prudence & la réflexion des gens expérimentés ; tandis qu'on est assuré que ce même esprit , cette même vivacité , qui entraînent comme les flots de la mer , présenteront des résultats bien différens après quelques années d'expériences & de maturité.

On pense donc que nul individu , de quel ordre que ce soit , ne devrait être admis comme représentant aux États généraux , qu'il ne fut âgé de trente-cinq ans révolus.

Le Clergé fera spécialement soumis à cette règle , & c'est d'autant plus nécessaire , que n'étant qu'usufruitier & n'acquérant cet usufruit qu'accidentellement , il ne peut s'être nourri des connoissances économiques , aussi-tôt que des propriétaires absolus , qui , dès leurs premiers pas , ont senti quels sacrifices

ils devoient faire , & les moyens de se mettre en état de les faire.

Nul ne pourra être admis comme Electeur ou comme Représentant , soit de la Noblesse , soit du Tiers-Etat , qu'il n'affirme par serment qu'il a , en fonds de terre , les revenus prescrits , & qu'il ne le fasse affirmer par écrit , par quatre Gentilhommes , pour l'ordre de la Noblesse ; par quatre personnes ayant qualité , pour être élues pour l'ordre du Tiers-Etat.

Toute personne , de quel ordre que ce soit , qui auroit affirmé une chose qui ne seroit pas de la plus exacte vérité , seroit déclarée être à jamais incapable d'être nommée Electeur & moins encore Député - Représentant aux Etats-généraux.

On exigera de rigueur que tout Député aux Etats généraux , possède depuis plus de six années révolues , les biens , les bénéfices qui formeront le titre. Il

faut éviter ces jeux d'intrigue & de passion , qui par des contrats simulés , pourroient faire paroître propriétaires des personnes qui , ne l'étant pas , auroient voulu tromper ou capter les suffrages.

Comme c'est la seule qualité de propriétaire foncier que l'on demande , on n'exigera pas que les revenus , prescrits ci-dessus pour les divers ordres , soient de revenu net , exempt de toute imposition , & de toute autre maniere , dont un fond peut être grévé , même à raison de droits légitimaires ; il suffira que les charges de ce fond retombent sur un seul pour qu'il en soit censé propriétaire , & avoir un intérêt immédiat à la chose publique.

Tout Membre élu , pour quel ordre & quelle contrée que ce soit , sera admis comme Représentant aux Etats généraux , lors même non-seulement qu'il n'habiteroit pas la contrée dans laquelle il au-

roit réuni les suffrages , mais même lorsqu'elle n'y posséderoit pas le bien fonds qui l'autorise à être Représentant : il suffira d'habiter dans le Royaume : la réunion des suffrages formant le plus beau titre pour quiconque seroit dans ce cas.

Nul ne pourra être Député aux Etats généraux , pour deux ou plusieurs lieux différens. Si les vœux de divers endroits se réunissoient sur une même personne , elle optera pour quel endroit elle voudra représenter : le Candidat qui aura eu le plus de voix après cette personne , sera élu de droit pour les lieux , qui par l'option de cette personne , se trouveroient sans Représentans. Nul Electeur ne pourra donner sa voix par procuration , il faudra la donner en personne.

Tout Electeur qui possédera les qualités prescrites , pourra l'être en plusieurs endroits , si le tems & les circonstances lui permettent de donner sa voix en per-

sonne. Ayant un intérêt égal dans plusieurs districts, dans plusieurs Provinces, il est juste qu'il puisse donner en personne sa voix, à celui qu'il croira être le mieux fait pour la chose publique.

Toute personne, en puissance paternelle pourra être élue si elle a l'âge prescrit, & si, pour la Noblesse, elle se trouve l'héritier naturel d'un pere qui lui transmettra, soit par substitution, soit par droit naturel, un bien fond de six mille livres de revenu. Si, pour le Tiers-Etat, cette personne doit hériter d'un bien fond de trois mille livres de revenu pour la campagne, ou si pour les villes, elle se trouve en position indépendante, soit par affaires soit par émancipation.

Une fois que les Etats généraux seront formés & assemblés, il sera à propos que tous les Membres qui les composeront, Clergé, Noblesse, Tiers-Etat,

oublient qu'ils sont Députés de telles Provinces , de tels lieux , pour se bien nourrir de l'idée qu'ils ont l'honneur d'être Représentans de la Nation François , & que tous les vœux , toutes les facultés doivent se réunir pour l'avantage de la patrie commune. D'ailleurs , tout Député aux Etats généraux , doit penser que , quoique d'une Province quelconque , il n'est pas Député comme Normand , par exemple , par la Normandie , mais comme François , comme Membre d'une Province nommée Normandie , qui forme une partie de l'Empire François. S'il peut se rappeler quelquefois qu'il est Normand , ce ne doit être que dans quelques momens , lorsqu'il peut y avoir lieu à faire une application brève & précise aux intérêts , aux Priviléges de la Province qu'il représentera.

Il seroit à désirer que , dès leur première assemblée , les Etats généraux ,

ne se regardant que comme Assemblée Nationale , s'imposassent la loi de ne traiter que des affaires de la Nation , & déterminassent de ne s'occuper des droits, des demandes des Provinces respectives, que lorsque les affaires si pressantes de l'Etat , auroient été terminées. On sent que n'étant plus autant pressés , on se livreroit avec plus d'attention à l'examen de ce qui seroit relatif au bien , aux privilèges de diverses Provinces.

Cette idée est essentielle , car si par malheur les Députés n'en sont point persuadés , si chacun ne porte aux États généraux que l'esprit , que la passion de son Corps , de sa Province , les bons François auront encore la douleur de voir des États généraux tant demandés , attendus avec autant d'impatience , ne produire aucun des effets désirés , & tourner à mépris de la part des Nations qui ont les yeux sur cette grande Assemblée Nationale.

Toujours dans la même idée de faire concourir tous les vœux au bien , il est essentiel que tous les Membres qui composeront les Etats généraux , soient convaincus qu'il jouiront de la plus grande liberté de suffrages , & même de discussion. On ne peut se dissimuler qu'il est plusieurs grands abus à réformer : on ne pourra y parvenir qu'en sondant la profondeur , & il faut que tout citoyen puisse le faire , sans que l'autorité lui en impose. Le choix que la Nation fera , doit sans doute rassurer sur les écarts du feu qu'on pourroit porter dans la discussion : mais quelle que puisse être cette discussion , elle devra être censée ne pas passer l'enceinte des endroits où elle pourra avoir lieu.

Il paroît même qu'il seroit à propos que non-seulement les Etats généraux en Corps , mais même chaque Chambre , chaque Bureau en particulier , que l'on pourra former , aient Jurisdiction , pour

arrêter & juger sur-le-champ , toute vivacité , que le feu de la discussion pourroit occasionner entre quelques Membres que ce peut être , pour ramener à l'ordre dès la première personnalité , avec pouvoir , non-seulement d'exclure de la Chambre ou du Bureau , ceux qui pourroient s'être oubliés à un certain point , mais même de les déclarer à jamais incapables d'être admis comme Députés aux Etats généraux. On sent que rien ne contribueroit autant à prévenir toute contestation personnelle , que la certitude de les voir juger sur-le-champ , & sommairement , par les Juges mêmes qui seroient témoins.

Après avoir examiné l'état , l'ordre des Citoyens qui devoient être représentés & représentans , portons nos regards sur le nombre des Représentans qu'il doit y avoir aux Etats généraux , relativement à l'étendue , & à la population des Provinces.

De la quantité de Représentans.

En considérant la composition des Etats généraux de 1614 , on ne peut qu'être surpris de la disparité du nombre & de la qualité des Représentans des diverses Provinces. On ne peut se rendre raison de quelques différences vraiment extraordinaires. On voit , par exemple , la Bretagne qui , dans ces temps comme aujourd'hui , formoit une des plus importantes Provinces de la France , n'avoir que dix-neuf Représentans , tandis que la Bourgogne , qui n'est que la moitié en population & en étendue , en avoit trente - huit ; que la Picardie , qui est encore moins considérable , en avoit trente - quatre. On voit la Normandie avoir vingt-neuf Députés , tandis que la Guienne en avoit quarante-sept. On voit l'Anjou , le Maine & le Perche avoir huit Députés du Clergé , trois de la Noblesse , & cinq du Tiers-Etat.

Les disparates infinies dans la composition des Etats généraux de 1614, dans le sujet & la maniere des délibérations, autorisent à penser que l'on doit moins les regarder comme une Assemblée de la Nation françoise par Députés, que comme une Assemblée d'un grand nombre de Membres du Clergé, de quelques Membres de la Noblesse, & de la réunion de cent quatre-vingt Officiers municipaux, presque tous Officiers de la Magistrature des villes qu'ils représentoient. La maniere dont cette Assemblée s'occupa des objets qui lui furent présentés, vient à l'appui de cette observation. On apperçoit la lueur de quelques éclairs de l'amour du bien public, quelques foibles indications sur les maux auxquels il falloit remédier : mais on cherche en vain la sage discussion pour le choix des remedes, la fermeté avec laquelle il falloit les appliquer. Jamais on ne vit aussi peu de lumieres

réunies : aussi , peut-on affirmer que de tous les Etats généraux tenus depuis l'origine de la Monarchie , il n'en est point qui aient été aussi peu utiles , aussi peu honorables pour la Nation.

Mais , sans nous arrêter à ces conséquences , ni à en relever une infinité d'autres qui ont rendu très-vicieuse la composition des Etats généraux de 1614 , portons nos regards sur les données qui doivent nous faire espérer de parvenir à une représentation mieux proportionnée , relativement à l'étendue , à la population , à la richesse fonciere & à la richesse d'industrie des Provinces.

On doit s'estimer fort heureux en toute science , lorsqu'on peut avoir pour élémens des faits certains & soumis aux rigueurs du calcul : c'est sur de pareils faits que j'établirai les proportions qu'il devra y avoir entre le nombre de Représentans de chaque Province.

Je prendrai ces élémens dans un Ouvrage qui , ayant excité pendant plusieurs années les regrets de tout bon François , forme son espoir dans ce moment ; Ouvrage qui , en ne dissimulant pas les difficultés de l'œuvre , rallie les cœurs & la confiance vers l'homme illustre & chéri , qui , ayant présenté les maux & les ressourcés de la France , saura faire oublier les uns , en mettant les autres dans toute leur activité.

Mon suffrage ne peut rien ajouter à l'idée que l'on doit avoir de la vérité des tableaux de l'étendue & de la population des provinces de la France , que l'on trouve à la fin du premier volume de l'Ouvrage *sur l'administration des finances de la France* ; mais je puis dire qu'ayant fait des recherches bien particulières , & d'une manière bien plus détaillée qu'on n'avoit fait ci-devant (1) ,

(1) Voyez Mémoires de la Société Royale de Médecine , volume pour 1781 & 1782.

sur la vie des hommes , sur le nombre des morts , relativement à celui des naissances & à la durée de la vie ; j'ai trouvé ces calculs très-justes , non - seulement pour la partie du Royaume que j'habitois , mais même pour les autres lieux sur lesquels j'ai été dans le cas de faire des recherches. Je partirai donc de cette base pour établir le nombre proportionnel de Représentans que les Provinces devront envoyer aux Etats généraux.

Toute subdivision du Royaume peut servir , pourvu qu'elle soit bien déterminée. Or , comme celle par généralités me paroît la mieux déterminée dans ce moment ; comme c'est par cette division que les ordres du Souverain parviennent aux Provinces ; que les impositions , les revenus , les réclamations des Provinces parviennent au Souverain , nous l'adopterons , persuadés que nulle autre ne pourroit présenter plus de facilité pour les assemblées par Provinces , par Dio-

ceses , par Districts , pour la nomination des Députés des trois Ordres aux Etats généraux.

Nous aurions bien voulu , dans nos calculs proportionnels , prendre pour base la quotité aux impositions générales que chaque Province paie , comme nous avons cru devoir prendre la surface en lieues quarrées , & sur-tout la population ; mais nous avons été arrêtés par des défauts de proportion qui auroient dérouté tout calcul. En effet , que l'on prenne le tableau de la population & des contributions par Généralités , que l'on trouve à la fin du premier volume de l'Ouvrage consolant sur l'administration des finances de la France , on verra que sur une étendue de 1146 lieues quarrées , sur une population de 754,400 habitans , la Généralité d'Aix contribue pour 15 millions ; tandis que sur une étendue de 558 lieues quarrées , sur une population de 533,000 habitans , la

Généralité d'Amiens paie 200,000 liv. de plus ; tandis que sur une population de 678,800 habitans , la Généralité de Besançon ne contribue que pour un peu plus de neuf millions. On voit Limoges , sur une population de 646,500 habitans , payer près de neuf millions d'impositions , tandis que Lyon en paie dix-neuf sur une population moins considérable : ainsi de suite,

Obligés d'abandonner cette regle de proportion , nous avons cru devoir adopter celle de la surface en lieues quarrées, & plus particulièrement celle de la population : nous pensons même que celle-ci devoit seule mériter considération. Lorsqu'il s'agit d'une représentation nationale , l'homme est toujours le principal ; les richesses ne sont que le premier des accessoires.

Comme il convient , en toute affaire de proportion , de prendre quelque point
fixe

fixe qui doit servir de type, de base aux calculs, nous prendrons la Normandie pour le *maximum* en étendue, en population, en industrie, en richesses diverses, parmi les Provinces qui composent le Royaume; & nous prendrons le Roussillon pour le *minimum*. Nous prendrons collectivement les trois Généralités de la Normandie. En examinant le tableau de la quantité de lieues quarrées que contiennent les Provinces, on trouvera que le Languedoc & la Bretagne contiennent chacune plus de surface que la Normandie; mais si on compense cette différence par la qualité du sol, l'industrie, la richesse, on ne nous fera aucune objection de poids sur ce que nous prenons la Normandie pour notre *maximum*.

Nous poserons donc que la Normandie qui contient une surface de 1635 lieues quarrées, & une population de 1,913,000 habitans en sept Diocèses,

enverra trente-huit Députés aux Etats-Généraux, savoir, trente-six pour la Province comme agricole & industrielle, & deux pour la Ville & la Chambre de Commerce de Rouen. Ces trente-huit Députés seront composés de six membres du Clergé, douze de la Noblesse, neuf membres députés des Villes pour le Tiers-Etat, neuf de même pour les campagnes, & deux pour la ville de Rouen, comme Ville & Chambre de Commerce.

Il paroît qu'à cette proportion la Province de Normandie sera bien représentée: il nous paroît aussi que ce nombre de trente-six Représentans devroit être le *maximum* de ce que aucune Province pourroit envoyer. Les Provinces ont des privilèges qu'il faut respecter; il faut que leurs Députés puissent les faire connoître, les soutenir même, si, par inadvertance seulement, on étoit tenté d'y porter atteinte, à plus forte raison de

les défendre , si on les attaquoit ouvertement. Le nombre de Députés que l'on propose pour chaque Province , proportionnellement à son étendue , à sa population , présente autant de défenseurs qu'il pourra être nécessaire. Fussent-ils plus nombreux , ce ne seroit jamais que quelques-uns d'entre eux qui se feroient entendre , & l'expérience démontre assez combien le plus grand nombre s'oppose ordinairement à la plus grande clarté.

On pourroit desirer de faire la répartition de ces Députés par Diocèses ; mais elle ne seroit pas exacte , par la grande disproportion entre l'étendue , la population & l'industrie des divers Diocèses. On pense que le Gouvernement doit écouter les avis des Provinces pour la répartition des lieux qui doivent fournir des Députés , & leur laisser faire cette répartition , se bornant à fixer le nombre que chaque Généralité devra envoyer.

La Généralité de Roussillon , qui ne contient que 286 lieues quarrées , & dont la population ne se porte qu'à 188900 habitans , sur un seul Diocèse , enverroit six Députés , savoir , un pour le Clergé , deux pour la Noblesse , & trois pour le Tiers-Etat.

On sent que l'étendue & la population de chaque Province ne peut se prêter à une répartition proportionnelle précise pour le nombre des Représentans , & qu'il faut se contenter d'une approximation qui ne présente pas de grands écarts ; c'est d'après ce principe que nous avons formé le tableau qui suit du nombre des Députés de chaque Ordre que chaque Province devra envoyer.

Ayant annoncé que le Tiers-Etat devoit être composé d'un nombre égal de Députés pour les Villes & pour les campagnes , le nombre impair qui se trouve en quelques Généralités à la colonne des Députés pour le Tiers-Etat , paroît

s'opposer à cette égalité ; mais elle sera facilement compensée , en examinant , par exemple , si telle Généralité est plus considérable par le nombre de Villes , par son industrie , que par son agriculture & *vice versâ* : on mettra toujours le Député impair du côté qui l'emportera. Ainsi la Généralité d'Aix enverra cinq Députés pour les Villes , & quatre pour les campagnes. La Généralité de Limoges , cinq pour les campagnes , & quatre pour les Villes : ainsi du reste.

Afin de présenter le tout d'un coup d'œil , & pour éviter des répétitions qui font languir ce qu'il est à propos de démontrer , nous joignons ici un tableau des Généralités , divisé en six colonnes ; la quantité de lieues quarrées de surface ; le nombre des habitans de chaque Généralité ; le nombre des Députés du Clergé ; celui de la Noblesse ; celui du Tiers-Etat ; le nombre total : ainsi on verra la Généralité d'Aix contenir 1146 lieues

querrées de surface , avec une population de 754,400 habitans , députer trois membres du Clergé , six de la Noblesse , neuf du Tiers-Etat , deux pour la Ville & Chambre de Commerce de Marseille , ensemble vingt Députés : ainsi de suite pour toutes les autres Généralités.

Il résulte de ce tableau & de ce que nous venons d'exposer , que les Etats-Généraux seroient composés de six cents trente-quatre membres , savoir , cent-deux pour le Clergé , deux cents-quatre pour la Noblesse , & trois cents-vingt-huit pour le Tiers-Etat.

Ce nombre nous paroît suffisant pour la répartition proportionnelle que nous avons indiquée : divisé par bureaux ou par chambres , il n'excédera pas celui qu'il faut pour écouter , discuter & résumer les avis : mais si on ne le trouvoit pas assez considérable , la proportion que nous établissons permet de l'augmenter à volonté , en laissant subsister la

représentation proportionnelle qui forme la base de notre plan. En admettant un membre du Clergé de plus pour chaque Généralité, nous trouvons une augmentation de cent soixante-quatorze membres, savoir, vingt-neuf pour le Clergé, cinquante-huit pour la Noblesse, & quatre-vingt-sept pour le Tiers-Etat ; ce qui portera l'Assemblée des Etats-Généraux à huit cents huit individus représentants. Veut-on l'augmenter encore ? une pareille opération portera l'Assemblée à neuf cents quatre-vingt-douze Députés : ainsi de suite. Nous persistons à dire que nous ne pensons pas qu'une Assemblée composée de plus de six à sept cents personnes, puisse mieux remplir le but proposé, lorsqu'on peut parvenir à rendre ce nombre proportionnel.



*Maniere d'opiner dans l'Assemblée des
États-Généraux.*

En vain donnerions-nous toute notre attention à la meilleure composition proportionnelle de l'Assemblée de la Nation par ses Représentans , si la forme d'opiner rendoit illusoire & le choix par élection , & cette composition proportionnelle.

De toutes les manieres d'opiner , on peut dire que la moins raisonnable est celle qui fait que les voix se comptent par ordres. Il est certain que de cette maniere on a l'avis de la majorité dans deux ordres sur trois , & non celui des Représentans d'une Nation. Un léger calcul va le démontrer.

Admettons que notre plan soit adopté , que les États généraux soient composés de six cens trente-quatre Députés , dont cent deux pour le Clergé , deux cens

quatre pour la Noblesse , & trois cens vingt-huit pour le Tiers-Etat : admettons que les délibérations passent par ordre.

L'ordre du Clergé , & celui de la Noblesse , étant du même avis , voilà la majorité décidée , la délibération acquiert force de loi obligatoire pour la Nation. Mais cette loi peut très-bien n'être que le vœu de cent cinquante-six Députés contre celui de quatre cent soixante-dix-huit. Car , si sur cent deux Membres du Clergé , il s'en trouve cinquante-deux d'un avis , la majorité est décidée. Si sur deux cent quatre Membres de la Noblesse , il s'en trouve cent quatre du même avis , la majorité l'emporte , & voilà ces cent cinquante-six voix qui réduiront au silence cinquante Députés du Clergé , cent Députés de la Noblesse , & trois cent vingt-huit du Tiers-Etat , qui auroient peut-être un vœu unanime , contraire à celui qui va faire loi.

Il est fâcheux d'avoir à démontrer des vérités aussi simples , mais j'ai entendu agiter & même soutenir cette question , & mon étonnement a été extrême de la voir appuyée par des personnes graves.

Il faut donc choisir une méthode plus précise , plus raisonnable , si on veut parvenir à connoître le vœu d'une Nation assemblée par ses Représentans , en nombre proportionel : il faut que la voix de chacun de ces Représentans soit comptée pour tout ce qui doit-être admis ou rejeté : il faut que de ce nombre individuel collectif, sorte la sanction de la Nation , pour admettre ou pour rejeter.

On sent combien il seroit difficile d'entendre les opinions de six cent trente-quatre personnes réunies. On sent combien toute question mérite d'être agitée , discutée , contredite même ; or c'est une chose impraticable dans toute assemblée

composée de plus de six cent individus ,
ayant tous un droit égal à donner & à
motiver leur avis.

Mais on formera certainement des
subdivisions par Chambre , par Bureaux ,
par Commissions , composés de Députés
d'ordres séparés , ou par mélange des
ordres les uns avec les autres. Or ,
quelle que puisse être la maniere de
discuter , d'opiner dans ces Chambres ,
dans ces Bureaux , même parmi les or-
dres séparés , il sera facile de lever &
connoître le nombre des voix.

Il se présente deux manieres de lever
les voix , ou par les avis pris dans une
Assemblée générale , ou par les avis
rapportés des diverses Chambres ou Bu-
reaux.

Il seroit à propos que dans une assem-
blée générale , on fît connoître la ma-
tiere à mettre en délibération , qu'on
l'exposât même dans un écrit qui pour-
roit être distribué à chaque Député. Cha-

cun emportant la même notion , il n'y auroit pas moyen de prendre le change sur l'objet. On déterminera un tems auquel on statuera positivement par délibération.

Chaque Bureau s'occupera en même-temps du même objet , se livrera aux recherches , aux discussions des opinions dont le choc fera sortir la lumière. Dès que cette discussion aura fixé les idées , il fera à propos de réunir une commission composée de plusieurs Membres de chaque Chambre ou Bureau , & de manière que les Membres de cette Commission soient toujours ceux qui auront ouvert les avis ou les modifications qui auront réuni les suffrages.

Cette Commission ainsi formée , un Député de chaque Chambre ou Bureau , sera choisi par élection , par les Commissaires mêmes de sa Chambre ou de son Bureau , pour porter la parole. Il

annoncera l'avis de sa Chambre sur l'objet proposé , & ainsi de suite de l'un à l'autre , de maniere que toute l'Assemblée puisse être instruite des avis qui auront été portés dans les diverses Chambres , pour servir d'élément , pour rectifier ou modifier celui qu'on pourroit s'être formé. Il faut éviter autant qu'il sera possible , de voir ensevelir , dans l'enceinte d'un Bureau , un avis , qui mieux connu , deviendra un point de ralliement.

On sent de-là , qu'au moyen du rapport que chaque députation à la Commission fera à sa Chambre , tous les Membres des Etats généraux seront également instruits , & pourront fixer leurs idées.

Nous pensons qu'une affaire ainsi discutée , ainsi connue , acquerrait une grande solennité , un grand poids , lorsqu'elle seroit portée dans une Assemblée générale de tous les Députés , ou chacun donneroit son avis par une négation ,

ou par une affirmation précise. Le calcul public du nombre des voix , décideroit la question. On pense que nul individu , nulle Province ne pourroit refuser son assentiment à une loi qui auroit été sanctionné d'une maniere aussi noble , aussi ouverte.

Toute discussion devant être prohibée dans une Assemblée générale , la méthode que nous indiquons , réuniroit l'examen le plus suivi , le plus contradictoire dans les Bureaux ; la connoissance précise des divers avis propres à fixer les opinions & la plus grande tranquillité , la plus grande régularité dans la maniere d'opiner d'un aussi grand nombre de Députés réunis.

Si , par des motifs qu'on ne peut prévoir , on vouloit éviter cette délibération publique dans une Assemblée générale , on pourroit fixer un jour pour recueillir à la fois , dans tous les Bureaux , les voix de tous les Députés. Chaque

Chambre ou Bureau comptera les voix de maniere que tout le monde puisse connoître & affirmer la vérité. Cela fait , on pourroit se réunir en Assemblée générale , dans laquelle chaque Président de Chambre ou de Bureau , exposera ; d'une maniere précise , que sur telle question discutée dans son Bureau , avant & après la connoissance des avis communiqués des autres Chambres ou Bureaux , il y a eu tel nombre de voix pour l'affirmation , tel nombre de voix pour la négation. Le Secrétaire de l'Assemblée générale , écrivant tout simplement le nombre des voix pour ou contre , le résultat de l'addition formeroit la décision.

Quelle de ces deux méthodes qu'on adopte , on sera assuré d'avoir l'avis de la pluralité des individus qui représentent la Nation. Or , comme la représentation aura été proportionnelle entre les Provinces , entre les Parties

intégrantes de l'Etat, on voit que ce qui aura été statué, aura reçu une sanction proportionnelle, contre laquelle il ne pourra y avoir lieu à s'élever. La disposition que l'on apperçoit dans quelques Provinces, chez quelques personnes, annonce qu'il est très - important d'éviter tout ce qui pourroit exciter des réclamations contre la maniere franche & communicative avec laquelle les décisions auront passé.

Nous ne nous attendons pas à voir adopter des vues que nous ne présentons que comme quelques données pour parvenir au bien. Mais nous ne pouvons éviter de faire une observation sur une réflexion qui se propage depuis quelques jours. On avance qu'il n'y a que les Etats généraux mêmes qui puissent se donner une composition, qui puissent statuer sur leur maniere de délibérer. Sans entrer dans une discussion qui pourroit nous mener trop loin, il nous paroît évident

évident que le même pouvoir qui a toujours convoqué les Etats généraux, peut les convoquer encore. Pour qu'un Corps puisse se modifier, se régénérer, il faut qu'il existe : commençons donc par lui donner l'existence qui lui permette d'agir : donnons - lui cette existence, cette composition première, telle qu'il soit proportionné au tout qu'il doit représenter, & qu'il puisse connoître de quelle maniere il doit se modifier suivant les temps & les circonstances. Plus on éloignera cette composition première de la proportion au tout ; de la relation aux temps & aux circonstances, plus on rendra toute régénération difficile. Il résulte de cette observation, que l'on doit moins s'occuper à rappeler ce qui a été fait dans des temps reculés, qu'à rechercher ce qui peut être utile & approprié aux positions générales & particulières dans lesquelles l'Etat se trouve. Or, tel est le but que notre

esquisse présente. Heureux si elle peut trouver quelque grace en faveur du patriotisme , de l'amour du bien qui l'ont dictes , & plus heureux encore si nous pouvons voir chacun des Députés qui composeront les Erats généraux , animés de l'esprit d'ordre & de modération qui forment le vœu de tout bon François.

F I N.

TABLEAU

Des Généralités, de leur étendue, de leur population & des Membres
qu'elles devraient députer aux États-Généraux.

GÉNÉRALITÉS.	Etendue en lieues quarrées	Population.	Députés du Clergé.	Députés de la Noblesse.	Députés du Tiers-Etat.	Totalité des Députés.
Aix.	1,146	7,54,400	3	6	9	} 20
Ville de Marseille.					2	
Amiens.	453	5,33,000	2	4	6	12
Auch & Pau.	1,347	8,13,000	4	8	12	24
Besançon.	871	6,78,800	3	6	9	18
Bordeaux, Bayonne.	1,625	1,439,000	6	12	18	} 38
Ville de Bordeaux.					2	
Bourges.	686	5,12,500	2	4	6	12
Châlons.	1,226	8,12,800	4	8	12	24
Dijon.	1,184	1,087,300	5	10	15	30
Grenoble.	1,024	6,64,600	3	6	9	18
La Rochelle.	464	4,79,700	2	4	6	12
Lille.	414	7,34,600	3	6	9	18
Limoges.	854	6,46,500	3	6	9	} 20
Lyon.	416	6,33,600	3		2	
Ville de Lyon.					6	12
Metz.	514	3,49,300	2	4	6	12
Montauban.	583	5,30,200	3	6	9	18
Montpellier.	2,140	1,699,200	6	12	18	36
Moulins.	897	5,64,400	3	6	9	18
Nanci.	894	8,34,600	4	8	12	24
Orléans.	1,021	7,09,400	3	6	9	18
Paris.	1,157	1,781,700	6	12	18	} 40
Ville de Paris.					4	
Perpignan.	286	1,88,900	1	2	3	6
Poitiers.	1,057	6,90,500	3	6	9	18
Rennes.	1,774	2,276,000	6	12	18	36
Riom.	651	6,81,500	3	6	9	18
Rouen, Caen, Alen- çon.	1,635	1,913,000	6	12	18	} 38
Ville de Rouen.					2	
Soissons.	445	4,37,200		4	6	12
Strasbourg.	529	6,26,400	2	6	9	18
Tours.	1,388	1,338,700	3	12	18	36
Valenciennes.	257	2,65,200	6	4	6	12
Députés des Cham- bres du Commerce.			2			
					10	10
			102	204	328	634